

---

# Élections régionales 2015 en Île-de-France : ce que proposent les candidats pour améliorer les transports

ÉCLAIRAGE - Les principaux candidats aux élections régionales en Île-de-France ont fait de la thématique des transports un axe important de leur campagne.

PAR **RYAD OUSLIMANI** | PUBLIÉ LE 29/09/2015 À 17:36 | MIS À JOUR LE 29/09/2015 À 17:54

Métro, bus, RER, tramway... Des millions de Franciliens prennent chaque jour les transports en commun pour se rendre au travail et, plus généralement, pour se déplacer. Une formalité pour certains qui effectuent un trajet court mais un véritable calvaire pour ceux dont le trajet est rythmé par **les retards, l'inconfort et l'incivilité, voire l'insécurité**. C'est pour cela que les transports sont un enjeu important des élections régionales en Île-de-France. Les principaux candidats l'ont bien compris et n'ont pas oublié ce volet dans leur programme de campagne.

Les infrastructures de transport sont au cœur du sujet avec **une modernisation du parc des trains** et le développement annoncé des nouvelles technologies. "L'apport du 'numérique' est une opportunité fondamentale à saisir pour améliorer le quotidien des voyageurs", explique **Claude Bartolone, tête de liste PS** en Île-de-France.

## Des rames neuves et connectées

L'objectif est d'améliorer **les informations de trafic en temps réel** afin de faciliter le voyage des usagers. En complément, les systèmes de paiement sans contact via les smartphones "doivent pouvoir être disponibles rapidement sur le réseau de transports francilien. Aujourd'hui, il n'est en effet **plus possible de voir des queues devant les guichets** et les distributeurs", estime l'actuel président de l'Assemblée nationale.

Sa principale opposante, Valérie Pécresse, **en tête des derniers sondages**, a fait du transport son principal axe de campagne. La candidate LR-UDI-MoDem prévoit "l'achat de **700 nouvelles rames de RER** et de Transilien d'ici 2021". Elle multiplierait par trois les achats prévus et rajeunirait le parc de manière importante. "La moyenne d'âge des rames du RER et du Transilien est de 26 ans", déplore-t-elle.

La modernisation est, selon Valérie Pécresse, la clé de voûte qui permettra de résoudre un certain nombre de problèmes. "Beaucoup de trains sont vétustes, souvent sales, **pas connectés, surchauffés l'été, froids l'hiver**, et pas vidéoprotégés pour les deux tiers d'entre eux. Autant de facteurs qui accentuent le mal-être des Franciliens, estime-t-elle. D'une manière générale, l'expérience montre que les trains neufs sont plus à l'heure, roulent mieux et ont moins de pannes". Pour le financement, elle compte contracter des emprunts pour **amortir le coût sur la durée d'exploitation des rames**.

À l'instar de Claude Bartolone, Valérie Pécresse n'oublie pas de prévoir l'utilisation du numérique dans les futures rames. "Ces 700 trains neufs et rénovés seront **tous connectés et offriront tout le confort moderne**, explique la candidate au **JDD**. Je pense à la climatisation, à des panneaux vidéo pour l'information des voyageurs ou encore à la vidéoprotection. Dans chaque voiture, il y aura une caméra reliée à un système central pour se prémunir des agressions et des vols".

## **La technologie et des hommes pour assurer la sécurité**

Selon elle, rendre les rames connectées servira aussi à faciliter la vie des passagers. "Il y aura aussi la 4G pour avoir accès à Internet ainsi que **des prises électriques pour recharger les téléphones et les tablettes**. Dès lors, les heures passées dans les transports pourront devenir des heures utiles pour les Franciliens", explique-t-elle.

Le candidat du Front national, **Wallerand de Saint-Just** est plutôt axé sur la sécurité dans les transports. "Nous embaucherons le personnel nécessaire pour que toute la journée, dans les 380 gares en Île-de-France, il y ait toujours **au moins deux gardes armés pour assurer la sécurité**", a-t-il annoncé sur France 3. De son côté, Claude Bartolone préconise, en plus d'une forte prévention, une présence efficace du personnel de sécurité à travers "la création d'une **police des transports par contractualisation** avec l'État, le STIF, la SNCF et la RATP ainsi que la mise en place de l'arrêt à la demande sur des lignes de bus". Jusqu'au 6 décembre, date du premier tour des élections régionales, le sujet restera un enjeu majeur du débat.